



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 12 novembre 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 20
Nombre de votants : 25

Date de la convocation : 31 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le douze novembre à quatorze heures trente-six, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)

Absents excusés :

M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Absents :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Budget principal de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes –
Décision Modificative n°3

Finances

Monsieur le Président expose :

Afin de procéder à une évolution du Budget Principal de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes en lien avec les avancées des projets votés initialement, il est proposé au Conseil Communautaire de modifier le Budget Principal comme suit :

Dépenses - Investissement				Crédits		Explications
Opé	Art	Fonc	Désignation	Diminués	Augmentés	
202302	2152	64	OGS	70 000,00		Enveloppe d'étude non-consommée sur les pistes cyclables de Brouage
66	2151	510	Itinéraires cyclables (hors Opération Grand Site)		70 000,00	Enveloppe de travaux supplémentaires pour les pistes cyclables à St Just Luzac et Bourcefranc - Le Chapus +70 000€
202307	2111	632	Stratégie Foncière	20 000,00		Budget non - consommé
202404	2152	632	ZA LES GROIX - Nieulle		20 000,00	Ajustement prévisionnel nécessaire
				90 000,00	90 000,00	

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2311-1, L. 2311-2 et L. 1612-11 ;

Vu la délibération n°2024/CC03/20 du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2024 portant adoption du Budget Principal 2024 ;

Vu les délibérations n°2024/CC04/14 du Conseil Communautaire en date du 27 juin 2024 et N°2024/CC05/09 en date du 24 septembre 2024 portant décisions modificatives n°1 et n°2 du Budget Principal 2024 ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

DÉCIDE

- D'approuver la décision modificative n° 3 au Budget Principal ;
- D'autoriser le Président à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ADOpte À LA MAJORITÉ

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 1
M. Richard GUÉRIT

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.